

**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA PRIVATISATION**

Classement  
**A1-2-3**

**DIRECTION  
DE LA  
COMPTABILITÉ PUBLIQUE**

**Sous-direction C  
BUREAU C2**

**INSTRUCTION N° 88-51-A1-2-3  
du 18 avril 1988**

NOR : BUD R 88 00061 J

(Texte publié au *Bulletin officiel de la Comptabilité publique*)

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n° ..... du .....  
n° ..... du .....  
n° ..... du .....  
n° ..... du .....

Cette instruction a été abrogée par l'instruction :

n° ..... du .....

**RECOUVREMENT DE L'IMPÔT DIRECT**

**FICHIER DES COTES EN RÉCLAMATION SUSPENSIVE DE PAIEMENT  
SIMPLIFICATION DE SERVICE**

**ANALYSE**

*Fixation du seuil de constitution du fichier des cotes en réclamation suspensive de paiement*

**DOCUMENT À ANNOTER**

Instruction n° 80-16-SPÉ-A1-A3 du 15 décembre 1980 (II, § B et C)

**DOCUMENT À ABROGER**

Instruction n° 83-153-A1-2-3 du 29 juillet 1983

**DESTINATAIRES POUR APPLICATION**

DIFFUSION

CS2

4

RGP

TPG

DOM

RF

**INSTRUCTION N° 83-51-A1-2-3**  
**du 18 avril 1983**

— 2 —

Afin d'alléger les conditions de constitution et de suivi du fichier des cotes en réclamation suspensive de paiement, l'instruction n° 83-153-A1-2-3 du 29 juillet 1983 avait prévu la fixation par les trésoriers-payeurs généraux d'un seuil d'inscription compris entre 5.000 F et 20.000 F.

Pour permettre une meilleure adaptation de ces limites aux circonstances locales, les trésoriers-payeurs généraux sont dorénavant chargés de fixer eux-mêmes le seuil applicable dans leur département.

Afin de lui conserver une signification, ce seuil pourra utilement être indexé sur le montant départemental moyen des impositions de contrôle fiscal (révisable annuellement).

À titre purement indicatif, le seuil retenu pour le fichier des réclamations suspensives pourra être égal à la moitié de ce montant, tandis que celui du fichier du contrôle fiscal pourra être du double.

À cet égard, il est précisé que l'obligation de faire connaître à la direction ce dernier seuil, de même que la limite du double du montant départemental moyen sont supprimées (cf. instruction n° 80-16-SPÉ A1-A3 du 15 décembre 1980, II, § C).

En tout état de cause, les niveaux retenus pour la fixation de ces seuils seront tels que la taille des fichiers constitués autorise un suivi effectif des cotisations les plus importantes, en différenciant éventuellement impôt sur le revenu et impôt sur les sociétés.

Je rappelle, par ailleurs, que ces nouvelles dispositions ne modifient pas la contexture des situations statistiques annuelles qui devront toujours faire apparaître le total des impositions pour lesquelles les contribuables ont introduit une réclamation suspensive de paiement.

Toute difficulté d'application de la présente instruction, qui entre en vigueur dès réception, devra être signalée à la direction sous le présent timbre.

*Le directeur de la Comptabilité publique,*

Pour le directeur de la Comptabilité publique :

*Le sous-directeur chargé de la sous-direction « C »,*

A. DÉNIEL.